

**NOTE D'APPRENTISSAGE - DONNÉES PROBANTES DANS  
LES PROGRAMMES DE REVENU DE SUBSISTANCE**

10 Mai 2023 - Côte d'Ivoire

[www.living-income.com](http://www.living-income.com)

## REMERCIEMENTS



Organisé par la **Living Income Community of Practice** en partenariat avec le **Groupe thématique sur le revenu décent de Côte d'Ivoire (Groupe de travail 8 de la Plateforme de partenariat public-privé du Conseil du Café Cacao)** et **IDH**, l'atelier visait à faire progresser l'apprentissage sur ce qui fonctionne pour améliorer les revenus des agriculteurs et faire progresser la conception et les interventions des programmes, en s'appuyant sur l'action dans le secteur du cacao

Hôte :

**The Living Income  
Community of Practice**

En partenariat avec :

Living Income Thematic Group  
of Côte d'Ivoire

Working Group 8 of the Public-Private Partnership  
Platform of the Conseil du Café Cacao



## INTRODUCTION

---

Le 10 mai 2023, plus de 90 participants issus de dirigeants et de producteurs coopératifs, d'ONG locales et internationales, du gouvernement de Côte d'Ivoire, de marques, de maisons de commerce et d'institutions universitaires se sont réunis à Abidjan pour l'atelier **Living Income Community of Practice** afin de discuter des données probantes dans les **programmes de revenu décent** (Living Income).

L'atelier a permis aux participants de plonger dans les données et expériences disponibles sur les innovations actuelles en cours dans le domaine du revenu décent, en particulier dans le secteur du cacao ivoirien. L'atelier a également cherché à mieux comprendre le contexte d'un environnement dynamique favorable qui nécessite une gouvernance solide, un partage des risques et des valeurs et de multiples voies pour atteindre un revenu décent.



## CET ATELIER A EXPLORÉ LES THÈMES SUIVANTS :

---

- Mettre la coopérative au premier plan de l'impact sur le revenu décent des communautés cacaoyères
- Pratiques d'approvisionnement : qu'est-ce qui compte vraiment ?
- Stratégies de main-d'œuvre pour les placements du revenu vivant
- Services sur mesure et segmentation pour différents agriculteurs
- Diversification des revenus pour combler l'écart
- Dernières nouvelles de la politique de l'UE

Ce rapport fournit un résumé des discussions et des idées partagées au cours de la conférence [Living Income Workshop 2023 | livingincome \(living-income.com\)](https://livingincome.com)



# PRÉPARER LE TERRAIN – PREUVES DE L'IMPACT



## Haut-parleurs

- **Benjamin Walker** – Directeur Général du Conseil Café Cacao
- **H.E. Alex Assanvo Arnaud** – Côte d'Ivoire Ghana Cocoa Initiative
- **Carole Arroungbre** – IDH Transforming markets

## Modérateur

- **Elvis Core** – GIZ

**“La durabilité est la clé – si c’est la clé, alors mettons-nous tous d’accord sur une définition”**

– Excellence Alex Assanvo de la Ghana Côte d’Ivoire Cocoa Initiative

**“Il est peut-être temps de parler de mise en œuvre plutôt que de stratégies”**

– Carole Arroungbre, IDH Transforming Markets

# PRÉPARER LE TERRAIN – PREUVES DE L'IMPACT

---



Gagner suffisamment pour survivre ne suffit pas; Les agriculteurs ont également besoin de revenus suffisants pour investir dans la durabilité.

La séance d'ouverture de l'atelier a débuté avec des intervenants éminents du secteur du cacao ivoirien soulignant la nécessité d'un meilleur partenariat public-privé et d'un alignement sur les approches et le langage pour parvenir à une vision commune du revenu décent.

L'honorable Excellence Alex Assanvo de l'Initiative Ghana Côte d'Ivoire pour le cacao a souligné l'importance de la collaboration entre les secteurs public et privé pour relever les défis liés au revenu décent dans les pays producteurs de cacao. Ses collègues panélistes, M. Benjamin Walker et Carole Attoungbre, ont souligné la nécessité de règles du jeu équitables dans les prix mondiaux du cacao, d'une définition commune du revenu décent et de la durabilité, et d'un traitement urgent de la pénurie de financement qui limite le potentiel des agriculteurs.

## Principaux points à retenir

- **Les partenariats public-privé sont essentiels pour atteindre la durabilité** dans l'industrie de la culture du cacao. Ils peuvent aider les intervenants du secteur à s'aligner sur la langue et une vision commune de l'avenir.
- **Les agriculteurs sont confrontés à des défis financiers urgents**, en particulier lorsqu'ils adoptent de nouvelles pratiques et technologies en raison du manque persistant de fonds. Gagner suffisamment pour survivre ne suffit pas ; Les agriculteurs ont également besoin de revenus suffisants pour investir dans la durabilité. Nous devons veiller à ce que les agriculteurs n'assument pas le coût des programmes de durabilité.
- **L'honorable Excellence Alex Assanvo a reconnu la réalité d'un monde basé sur les produits de base**, et que la Côte d'Ivoire et le Ghana ne peuvent pas résoudre seuls la question des prix du cacao. La Côte d'Ivoire et le Ghana s'efforcent d'unir leurs forces, de renforcer la voix des pays producteurs et de montrer l'exemple.
- **Carole Attoungbre a appelé à un changement d'orientation des stratégies à la mise en œuvre**, au renforcement des partenariats et de la coopération, et à l'inclusion des agriculteurs dans les discussions sur le revenu décent.

# LEADERSHIP COOPÉRATIF

## Haut-parleurs

- **Korotoum Doumbia** – Tony's Open Chain CIV
- **Adama Fofana** – ECOJAD cooperative
- **Bengaly BOURAMA** – COOBADI cooperative
- **Ghislaine Ada** – SACO/Barry Callebaut

## Modérateur

- **Joke Aerts** – Tony's Open Chain

**Au cours de cette session, les panélistes ont plaidé en faveur de la coopérative** : en mettant la coopérative au premier plan, nous pouvons favoriser l'appropriation à long terme des programmes et des services. Cependant, la gestion des programmes de revenu décent exige des capacités et des responsabilités supplémentaires pour les coopératives dans le cadre des relations commerciales et des programmes de durabilité. *Qu'apprenons-nous sur le soutien qui permet aux coopératives d'assumer ces responsabilités et de réussir ? Quels sont les obstacles que nous devons surmonter ?*



# LEADERSHIP COOPÉRATIF

Les coopératives servent de système de soutien aux agriculteurs et peuvent fournir un encadrement, une formation et une assistance dans la gestion de leurs entreprises.



Cette session s'est concentrée sur la façon dont les parties prenantes peuvent concevoir en collaboration des programmes de durabilité afin que les coopératives s'en approprient et qu'ils soient durables dans le temps. Des panélistes de différentes parties de la chaîne de valeur ont partagé leurs expériences en matière de développement de données et de systèmes de gestion qui maximisent l'appropriation coopérative.

Les conférenciers ont partagé les obstacles et les opportunités auxquels les coopératives sont confrontées dans la conception et la gestion de programmes de revenu décent. Il s'agit notamment de la nécessité d'un engagement à long terme des acheteurs et de prix plus élevés, de l'établissement de canaux de communication efficaces entre les parties prenantes, du partage des connaissances entre les coopératives, de la lutte contre l'analphabétisme et les pénuries de main-d'œuvre des agriculteurs et de l'adaptation au changement climatique. Surmonter ces obstacles nécessite des efforts de collaboration et le soutien de divers intervenants.

## Principaux points à retenir

- **Le rôle des coopératives est essentiel** car elles sont directement liées aux communautés productrices de cacao et sont donc bien placées pour mettre en œuvre des programmes de revenu décent. Ils servent de système de soutien aux agriculteurs et peuvent fournir un encadrement, une formation et une aide à la gestion de leurs entreprises.
- **Les coopératives peuvent également servir de pont central** entre les différentes parties prenantes dans la mise en œuvre des programmes. Cela permettra et obligera les entreprises à aligner leurs programmes et à rationaliser les exigences en matière de collecte de données.
- **Les primes de prix augmentent considérablement les revenus des coopératives.** En plus de payer des prix plus élevés, les programmes de revenu décent peuvent fournir une assistance technique et soutenir les efforts de diversification.
- **Korotoum Dumbia a noté que des systèmes de traçabilité robustes sont essentiels**, en particulier pour tenir les conseillers techniques responsables des résultats.
- **Le partage des connaissances et des expériences entre les coopératives est précieux** pour leur croissance et leur innovation. Des séances de partage régulières permettent aux coopératives d'apprendre les unes des autres et de mettre en œuvre les meilleures pratiques plus efficacement.
- **Les problèmes liés au climat tels que la sécheresse et les vents violents posent de sérieux défis** à la production de cacao. Les pratiques agroforestières peuvent être une solution, et les coopératives ont besoin de plus de soutien pour mettre en œuvre de telles pratiques.
- **La pénurie de main-d'œuvre est une autre** préoccupation pour les coopératives. Les équipes d'élagage peuvent aider à atténuer ce problème.



## EXEMPLE DE MARQUE

La chaîne ouverte de Tony rencontre les coopératives au début de l'année pour discuter du volume et des priorités, en plaçant les coopératives au centre des programmes, de la propriété des données et des critères de réussite. Korotoum Doumbia de Tony's Open Chain a souligné le rôle essentiel d'un système de traçabilité, en particulier pour tenir les conseillers techniques responsables des résultats. Doumbia a noté que les résultats les plus fructueux ont résulté du partage d'informations entre les coopératives, qui a lieu tous les trois mois.

## EXEMPLE DE COOPERATIVE

Adama Fofana, directeur général de l'ECOJAD, a souligné les points forts de sa coopérative, notamment son système de coaching et ses efforts pour lutter contre le travail illégal des enfants. L'équipe de coaching vise à transformer tous les agriculteurs en chefs d'entreprise compétents, en leur donnant les moyens d'anticiper les maladies et d'adopter de bonnes pratiques sociales et environnementales. Cependant, la coopérative est confrontée à des défis car les producteurs ont besoin de formation pour relever les défis posés par le changement climatique et 80% des producteurs sont analphabètes. La coopérative a également un projet « SQUAD » pour aider les producteurs à élaguer de grandes surfaces, à remédier à la pénurie de main-d'œuvre et à d'autres activités.

## EXEMPLE DE FOURNISSEUR

Ghislaine Ada de SACO/Barry Callebaut a souligné l'importance de normaliser les données entre leurs clients et les formateurs de producteurs afin d'améliorer le contrôle qualité des agents de terrain. Elle a souligné les défis auxquels les coopératives sont confrontées en raison du manque de financement. Elle a également averti que toutes les entreprises vont à la coopérative la plus forte et la plus professionnelle, laissant derrière elles les plus faibles. SACO/Barry Callebaut dispose d'un système de diagnostic coopératif pour comprendre comment l'entreprise peut transférer au mieux la propriété des différents services du programme aux coopératives.

# PRATIQUES D'APPROVISIONNEMENT – QU'EST-CE QUI COMPTE VRAIMENT ?



## Haut-parleurs

- Moussa Doumbia – ECAM
- Danielle Gouhere – ECOOKIM
- Anne-Marie Yao – Mars
- Thomas Nuttin – Cargill

## Co-facilitateurs

- Gael Lescornec – IDH
- Mireille Fofana – IDH

Des décennies de programmes de durabilité avec les petits exploitants agricoles en Afrique de l'Ouest n'ont pas conduit à de meilleurs revenus pour les agriculteurs à grande échelle. Un changement plus systémique est nécessaire, impliquant de multiples acteurs publics et privés. Les pratiques d'approvisionnement et les relations commerciales sont essentielles à la répartition de la valeur entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement. Cette séance s'est concentrée sur l'identification d'exemples pratiques de pratiques et de relations d'approvisionnement qui élèvent ou minent la distribution de cette valeur.

**“Nous avons besoin d'une meilleure transparence des volumes et des primes du côté de l'offre et du côté de la demande, nous avons besoin de clients activement engagés dans le partage des risques”**

-- Thomas Nuttin, Responsable des achats de Cargill, Côte d'Ivoire

**“Si les décideurs ne s'engagent pas à payer un prix minimum pour un revenu décent, nous ne réaliserons pas notre vision commune”**

-- Représentant Coobadi, Côte d'Ivoire

# PRATIQUES D'APPROVISIONNEMENT – QU'EST-CE QUI COMPTE VRAIMENT ?



Les pratiques d'approvisionnement et les relations commerciales sont essentielles à la répartition de la valeur entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement

Animés par IDH, les intervenants de Cargill, Ekokim, Barry Callebaut et Mars ont discuté de l'importance des pratiques d'approvisionnement pour atteindre un revenu décent, en mettant l'accent sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement, la distribution de la valeur et la gestion des risques. Les panélistes ont souligné l'importance de la traçabilité et de la transparence, des investissements soutenus et du rapprochement des fonctions de durabilité et d'approvisionnement.

Après le panel, les participants à l'atelier ont participé à des discussions en petits groupes sur les pratiques d'approvisionnement qui, selon eux, ont le plus de potentiel pour améliorer le revenu des agriculteurs. Ces discussions ont mis en évidence l'importance des contrats à long terme et du financement des coopératives, soulignant la nécessité d'un prix minimum pour les agriculteurs qui fournirait un filet de sécurité et assurerait un niveau de vie décent.

Des primes stables pour la qualité et le financement avant récolte – idéalement auprès des banques – pour les coopératives sont essentiels. Les participants ont souligné la nécessité d'une égalité entre les coopératives, les commerçants et les marques, notant que les coopératives sont souvent sous-estimées et que des contrats leur sont imposés, souvent avec un manque de transparence de la répartition de la valeur. Les conversations ont également porté sur la nécessité d'un changement dans la distribution de la valeur des marques vers un rapprochement avec les fermes et le potentiel du système d'identification CCC pour permettre au système de collecte des griefs pour les agriculteurs d'enregistrer les plaintes

**“C'est au sein du groupe qu'il a décidé de combiner durabilité et achats en 2017 que nous avons compris la nécessité de changer les mentalités de nos représentants commerciaux afin de pouvoir réaliser le changement requis sur le long terme”**

– Christophe Julienne, Barry Callebaut Directeur des achats et du développement durable, Côte d'Ivoire

## Principales pratiques d'approvisionnement :

- Contexte réglementaire pour des conditions de concurrence équitables
- Contrats – durée et calendrier
- Prix minimum pour les agriculteurs
- Préfinancement et autonomie financière de la coopérative
- Construire de meilleures équipes d'approvisionnement / durabilité - processus d'embauche, formation, etc.

## Principes clés en matière d'approvisionnement :

- Non seulement des partenariats à long terme, mais plus équitables entre les coopératives et les commerçants et entre les commerçants et les marques
- Gagner la confiance des coopératives pour devenir l'acheteur de choix
- Contrats à long terme et autres pratiques pour la prévisibilité
- Volonté au plus haut niveau de se manifester par le partage des risques et la répartition de la valeur

## Pratiques existantes :

- Principes d'approvisionnement de la chaîne ouverte 5 de Tony
- Fairtrade LIRP
- Préfinancement Cargill/BC

# PRATIQUES D'APPROVISIONNEMENT – QU'EST-CE QUI COMPTE VRAIMENT ?



Les panélistes et les participants à l'atelier ont souligné les pratiques suivantes susceptibles d'améliorer le passage des agriculteurs à un revenu décent.

## Gestion de la chaîne d'approvisionnement

### Gestion des relations avec les fournisseurs

- Soutien / engagement des marques pour créer des réseaux solides de coopératives et améliorer les contrats et les prix
- Investissement dans le renforcement des capacités de négociation des agriculteurs et des organisations paysannes
- Permettre aux coopératives d'accéder aux marchés - cacao et non-cacao (tout ce que l'agriculteur peut produire professionnellement)
- Réunir la durabilité et l'approvisionnement pour changer les mentalités des agents commerciaux selon lesquelles un engagement à long terme conduira à des chaînes d'approvisionnement plus solides

### Traçabilité & Transparence

- La traçabilité permet aux décideurs de se concentrer et de hiérarchiser les interventions de durabilité avec le plus grand avantage potentiel pour le moindre coût pour les agriculteurs et les coopératives
- Coordination et alignement entre les acteurs - entre les entreprises et avec les systèmes nationaux (par exemple, systématisation du nouveau système ivoirien d'identification des producteurs)
- Renforcement des systèmes de suivi et de contrôle de la traçabilité – permet aux coopératives et aux agriculteurs de prendre de meilleures décisions
- Traçabilité des flux financiers (prix et primes) de l'entreprise à la coopérative en passant par l'agriculteur
- Transparence et visibilité sur les volumes à acheter, les primes et le potentiel de marge (par les entreprises et les bb coops aux agriculteurs) Polygon mapping / legal cocoa zone
- Establish mechanism to encourage participation / complaint by farmers into company hiring and training

## Répartition

### Valeur à la ferme

- Le prix minimum équitable garanti devrait inclure une production et des salaires durables
- Tarification et primes stables et prévisibles
- Différentiel de revenu décent fixé à l'échelle nationale intégré au mécanisme de tarification et respecté par tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement
- Prise en compte du contexte réglementaire. Besoin d'un bon mécanisme de surveillance et de suivi dans un cadre réglementaire pour s'assurer que les interventions sont respectées et exécutées.

### Finance

- Pratiques qui permettent l'indépendance financière des coopératives, le partage des risques et la sécurité financière (par exemple, paiements numérisés par rapport aux espèces)
- Préfinancement par les acheteurs privilégiés, effectué de manière à ne pas créer de dépendance

## Gestion des risques

### Contrats et paiements

- Contrats à long terme / pluriannuels (entre coopératives et agriculteurs et entre acheteurs et coopératives)
- Exécution et respect des contrats.
- Les contrats doivent tenir compte des marchés, afin qu'ils ne soient pas rompus lorsque le marché change.
- Contrats négociés ou contrats imposés par le biais d'un « cadre consensuel pour la passation de marchés »
- Des calendriers de paiement qui permettent une gestion coopérative et s'alignent sur les besoins de trésorerie des ménages agricoles (p. ex., septembre ou octobre pour couvrir les frais de scolarité)

### Investissements en amont

Alignement/harmonisation des programmes de durabilité à long terme et des investissements dans le partage des risques afin d'assurer l'efficacité et la prévisibilité

# STRATÉGIES DE MAIN-D'ŒUVRE



## Haut-parleurs

- **Oumou Dialo** – KIT Royal Tropical Institute
- **Nathan Bello** – Nestlé
- **Valère Konan** – Sobegreen
- **Charlotte Koffi Bla Brigitte** – CAPRESSA coop

**“Après la taille, nous avons pu obtenir 3,5 tonnes par hectare en Côte d’Ivoire. Vous ne le croirez peut-être pas, mais je vous invite sur le terrain pour le voir”**  
- Nathan Bello, Nestlé



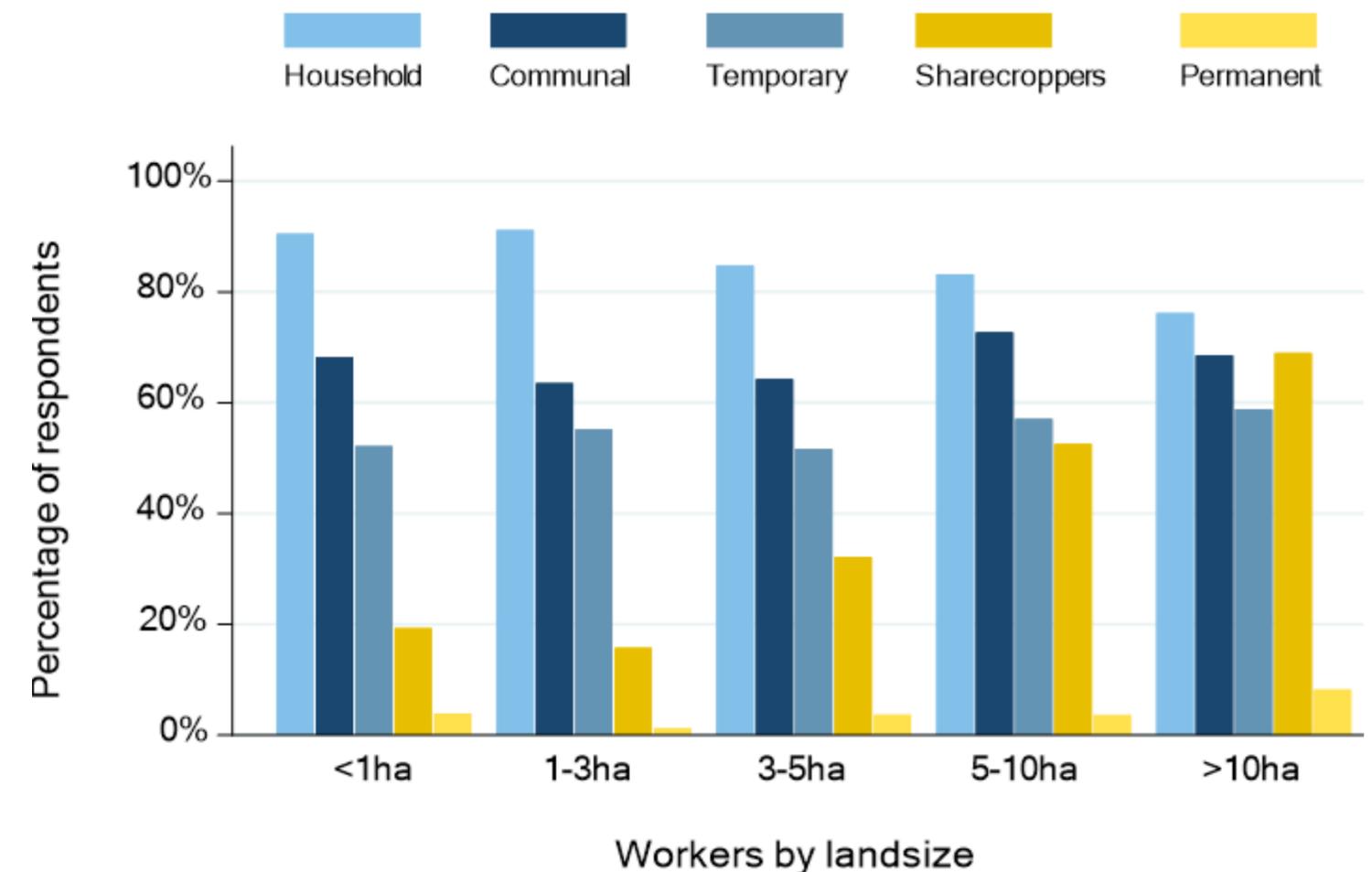
# STRATÉGIES DE MAIN-D'ŒUVRE



**Comprendre la complexité des besoins en main-d'œuvre** dans les pratiques agricoles est essentiel pour soutenir des systèmes agricoles rentables. Une pénurie de main-d'œuvre et des coûts de main-d'œuvre élevés sont des obstacles courants. Oumou Dialo, du KIT Royal Tropical Institute, a encadré la session avec un aperçu des données existantes sur la façon dont les agriculteurs gèrent les besoins en main-d'œuvre dans les plantations de cacao d'Afrique de l'Ouest. Par la suite, le panel a partagé des modèles novateurs de partage de la main-d'œuvre et a discuté de ce qui fonctionne et pourquoi. Ce panel a discuté de la disponibilité, du coût et de la qualité de la main-d'œuvre, de l'impact sur la productivité et de leur expérience avec des groupes de travailleurs subventionnés et spécialisés, en particulier pour les travaux physiques pénibles comme l'élagage et la rénovation des fermes.

## Principaux points à retenir de la présentation d'Oumou Dialo

- **La culture du cacao est une activité à temps plein** – nécessitant environ 130 à 150 jours de travail par hectare pour atteindre un niveau de rendement raisonnable – avec un travail supplémentaire requis par les programmes de durabilité.
- **Les membres du ménage** constituent le principal réservoir de main-d'œuvre, mais le caractère saisonnier des activités, l'ensemble des compétences requises pour certaines tâches et le temps limité disponible pour les membres du ménage nécessitent l'embauche de travailleurs, même sur de petites parcelles de cacao.
- **Les propriétaires de grandes parcelles** sont plus susceptibles de recourir aux métayers, mais seulement s'ils n'ont pas suffisamment de membres du ménage.
- **Les travailleurs temporaires** sont principalement utilisés pour l'application de produits agrochimiques et le désherbage (c'est-à-dire des compétences spécifiques ou des tâches très chronophages).
- **Les activités post-récolte** sont souvent effectuées en communauté (c'est-à-dire un travail non rémunéré basé sur la réciprocité).



KIT's data. *Stratégies de main-d'œuvre pour les investissements de revenu décent*

## STRATÉGIES DE MAIN-D'ŒUVRE

Avec les bonnes incitations, les producteurs et les ouvriers du cacao sont très motivés



**Les producteurs ont du mal à trouver de la main-d'œuvre, en particulier au moment de la récolte**

- **La professionnalisation de la main-d'œuvre** et la disponibilité de travailleurs qualifiés – en particulier compte tenu de la saisonnalité du cacao – sont essentielles à l'adoption à long terme de bonnes pratiques agricoles et aux avantages de productivité qui en découlent. Soutenir les gangs de travailleurs avec un autre emploi en dehors des saisons d'élagage pourrait leur permettre d'être permanents.
- **Avec les bonnes incitations**, les producteurs de cacao et les ouvriers sont très motivés. Les outils motorisés peuvent améliorer l'efficacité de la main-d'œuvre et attirer les jeunes.
- **Pour la durabilité des solutions**, développer des programmes et non des projets.
- **Des essais de groupes de travailleurs spécialisés** (communautaires et/ou subventionnés) sont en cours. Les agriculteurs les ont accueillis positivement jusqu'à présent.
- **Nestlé a l'intention d'étendre les brigades** d'élagage à l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement afin d'éviter les risques que les agriculteurs élaguent mal leurs propres arbres et/ou aient recours au travail des enfants.

# SERVICES SUR MESURE ET SEGMENTATION



## Haut-parleurs

- **Yuca Waarts** – Wageningen University & Research
- **Ahmadou Cisse** – Cocoa Life Mondelez
- **Matt Bare / Noel Soro** – Rainforest Alliance

## Modérateur

- **Stephanie Daniels** – Sustainable Food Lab

Les communautés agricoles sont très diverses, avec des familles qui possèdent plus de terres, certaines qui travaillent comme métayers et d'autres pour qui l'agriculture est une source de revenus secondaire. *Comment les entreprises, les coopératives et les prestataires de services peuvent-ils améliorer leur prestation de services pour les segments de la communauté agricole afin d'augmenter les chances de combler l'écart de revenu décent ? Existe-t-il des solutions qui peuvent être appliquées à ces segments de producteurs pour un impact positif ?*



## SERVICES SUR MESURE ET SEGMENTATION

---



Dr Yuca Waarts a partagé des données récentes sur les types de ménages trouvés dans le secteur du cacao ivoirien et l'ampleur de l'écart de revenu décent, ainsi que les obstacles spécifiques auxquels ces types de ménages sont confrontés. Voir les diapositives complètes de sa présentation [ici](#). Son analyse montre l'extrême diversité des variables clés – telles que la production totale de cacao et le sexe – entre les agriculteurs gagnant un revenu décent (par exemple, avec des exploitations de 6 à 9 ha et une production de 780 kg / ha) et les agriculteurs ayant les obstacles les plus élevés pour atteindre un revenu décent (par exemple, avec 1,7 ha et une production de 430 kg / ha).

### Principaux points à retenir de la présentation de Yuca Waarts

- Une grande majorité des familles de petits exploitants agricoles dans le cacao, le café et le thé ne gagnent pas un revenu décent. 30 à 50 % gagnent en dessous du seuil de pauvreté de la Banque mondiale (Ghana, Indonésie, IDC).
- Les écarts de revenu décent sont souvent importants, atteignant en moyenne des milliers de dollars par famille et par année. Des milliards de dollars sont nécessaires par pays pour combler toutes les lacunes.
- Le facteur le plus important pour prédire l'écart de revenu décent est le volume total de cacao produit. D'autres facteurs importants sont les coûts totaux des intrants, la taille de la plantation de cacao, la propriété de l'exploitation, le nombre de jours passés par la main-d'œuvre salariée, le sexe, la région et le nombre de personnes dans le ménage. Ces facteurs diffèrent légèrement d'un pays à l'autre. En Indonésie, le coût total des intrants, la taille de la plantation de cacao et la région sont plus importants, tandis que le sexe est moins important. En Côte d'Ivoire, l'appropriation est plus importante, et au Ghana, la région est moins importante.
- Pour les ménages qui ne gagnent pas un revenu décent, les principaux obstacles au revenu sont l'incapacité d'investir, la faible volonté d'investir dans le cacao (en raison du faible revenu et du risque) et la taille de l'exploitation.
- Pour les agriculteurs dont le revenu est inférieur ou proche du seuil de pauvreté de la Banque mondiale, il est irréaliste de s'attendre à une croissance entrepreneuriale dans le cacao ou d'autres cultures, car ces agriculteurs ne disposent pas d'une base de revenus suffisante. Interventions proposées pour ces agriculteurs : transferts monétaires, augmentation des prix, garantie de prix minimum, soutien à l'emploi non agricole et baisse du coût de la vie.
- Pour les agriculteurs confrontés à des obstacles faibles ou moyens à l'obtention d'un revenu décent (maximum 25 % des agriculteurs), les interventions devraient soutenir la croissance entrepreneuriale par un soutien intensif à l'agriculture, des transferts monétaires, des augmentations de prix et une diversification à la ferme si suffisamment de terres, de temps familial adulte, de volonté et de marge de manœuvre pour investir.

## SERVICES SUR MESURE ET SEGMENTATION

---



Après la présentation de Yuca, les panélistes ont discuté de la nécessité d'interventions sur mesure pour différents groupes de ménages agricoles. Mondelez a récemment terminé une évaluation indépendante par une tierce partie du programme de coaching en développement agricole de CocoaLife et a constaté que les résultats avaient moins d'impact que prévu. Ils analysent actuellement les raisons de ce résultat; l'un des facteurs identifiés par Ahmadou Cissé est la nécessité d'un coaching de meilleure qualité. Souvent, le personnel sur le terrain et les fournisseurs effectuent un coaching comme un exercice à cocher des cases, sans accompagner l'agriculteur dans un processus qui identifie ses défis uniques et élabore un plan pour les relever.

L'équipe de Rainforest Alliance a discuté des preuves actuelles sur les transferts monétaires – qui peuvent offrir un large soutien économique à tous les types de familles – en tant que mécanisme complémentaire aux services sur mesure. Étant donné que les transferts monétaires ne sont pas liés au volume de cacao produit, ils constituent un mécanisme permettant de fournir des capitaux indispensables aux ménages les plus vulnérables, leur permettant d'investir dans leurs exploitations. Rainforest Alliance a partagé des preuves tirées de la littérature académique et de son **projet pilote initial de transfert d'argent en Côte d'Ivoire**, qui démontrent que les transferts monétaires ont des impacts positifs, notamment une augmentation de la fréquentation scolaire, de la sécurité alimentaire et de la résilience économique. Les principaux facteurs de succès comprennent le couplage des transferts monétaires avec l'assistance technique, des conditions claires pour le transfert, de faibles coûts de transaction avec l'argent mobile (bien que souvent difficiles à mettre en œuvre) et un suivi étroit de la façon dont les familles utilisent l'argent liquide.

### Principaux points à retenir

- L'écart de revenu décent pour de nombreux très petits agriculteurs est extrêmement élevé, et l'industrie et le gouvernement doivent reconnaître collectivement l'ampleur de ce défi.
- Les initiatives de revenu décent ont besoin de données détaillées sur les ménages agricoles pour comprendre leurs obstacles spécifiques à l'amélioration des revenus.
- Bien que des services sur mesure soient nécessaires, ils exigent des investissements importants et un personnel de terrain de haute qualité pour garantir que les services parviennent aux agriculteurs.
- Les transferts monétaires conditionnels et inconditionnels sont des interventions bien éprouvées dans la politique de développement rural et constituent de nouveaux mécanismes utilisés dans les secteurs du cacao et du café. Les preuves doivent être suivies à long terme pour comprendre si et comment les transferts monétaires permettent davantage d'investissements agricoles et, par conséquent, l'indépendance future et la génération de revenus pour les familles d'agriculteurs

Les preuves de Rainforest Alliance à ce jour montrent qu'un transfert en espèces de 500 \$ par famille a comblé l'écart de revenu décent de 25%. Cependant, la surveillance future est essentielle pour comprendre si elle est maintenue.

# DIVERSIFICATION DES REVENUS POUR COMBLER L'ÉCART



## Haut-parleurs

- **Alphonse Amani** – Rikolto
- **Fayelle Ouane** – TechnoServe

## Modérateur

- **Kaitlin Sampson Murphy** – Sustainable Food Lab

La diversification est une stratégie prometteuse pour augmenter le revenu net des ménages tout en améliorant la résilience. Diverses possibilités de diversification ont été créées, des jardins familiaux aux entreprises entrepreneuriales, mais quelles sont les possibilités de diversification qui génèrent le plus de revenus ? Quelle est la structure propice à la réussite et comment pouvons-nous étendre les projets de diversification ? Au cours de cette séance en petits groupes, Rikolto et TechnoServe ont partagé des projets de diversification en Côte d'Ivoire qui ont fourni des activités génératrices de revenus à la ferme et hors ferme.



## DIVERSIFICATION DES REVENUS POUR COMBLER L'ÉCART



L'un des principaux points à retenir de la séance est que les projets de diversification peuvent entraîner une augmentation significative des revenus des ménages ainsi que de nombreux autres avantages. À ce jour, les exemples d'atteinte d'un revenu décent grâce à la diversification sont limités, mais les agriculteurs et les communautés manifestent un vif intérêt pour la diversification des activités génératrices de revenus. Les projets de diversification réussis nécessitent des ressources importantes (financières et techniques) et doivent être créés en collaboration avec les communautés et les familles. Un partage supplémentaire des projets pour comprendre les réussites et les domaines de croissance serait une bonne prochaine étape.

### TechnoServe

- Les programmes de formation des femmes et des jeunes à l'esprit d'entreprise ont permis d'augmenter les revenus de 50 % et de créer de petites entreprises, telles que la transformation des aliments, la couture et l'élevage de petits animaux.
- Une approche culturellement appropriée et axée sur le marché est importante pour réussir la diversification et obtenir l'adhésion de la communauté.
- La diversification devrait être intégrée et soutenir la chaîne de valeur, et pas seulement une activité de RSE.
- Parmi les facteurs de succès, mentionnons la disponibilité d'entraîneurs locaux pour l'assistance et le suivi, les activités axées sur le marché et une approche multisectorielle qui respecte les coutumes locales et répond aux besoins de la communauté.

### Rikolto

- Le programme doit être global, axé sur l'amélioration de la productivité, de la qualité, des finances, de l'agroforesterie (qui génère également des revenus grâce au paiement des services écosystémiques), des prix et de la diversification.
- A déclaré une augmentation de revenu de 30 % la première année et de 52 % la deuxième année.
- Chaque année, l'écart de référence du revenu décent a été évalué, et les exportateurs ont été montrés à l'écart pour encourager la collaboration pour le combler.
- Un soutien financier a été fourni par l'intermédiaire des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC).
- La structuration des prix a impliqué diverses primes pour soutenir les agriculteurs.

# DERNIÈRES NOUVELLES DE LA POLITIQUE DE L'UE



**Haut-parleur :** Simon Gmeiner – GIZ

**Simon Gmeiner, de la GIZ, a donné un aperçu des nouvelles politiques allemandes, européennes et internationales en matière d'importation de cacao et de leurs implications pour le mouvement des revenus vitaux.**

**La future législation de l'UE** est plus complète que les politiques nationales actuelles et permet aux ONG environnementales de poursuivre les entreprises en justice. Il comprend des dispositions pour les salaires vitaux, mais il y a un débat en cours sur la façon / si elle devrait aborder le revenu décent. Le coût supplémentaire de la preuve de l'absence de travail des enfants et de déforestation pourrait potentiellement entraîner une hausse des prix pour les consommateurs. L'un des objectifs de la politique est d'éliminer la distinction entre les produits certifiés et non certifiés. La législation en est encore à ses débuts, et son application devrait commencer dans environ trois à quatre ans.

# DERNIÈRES NOUVELLES DE LA POLITIQUE DE L'UE

---



Dans cette session de Q&A, les participants à l'atelier ont exprimé leurs préoccupations quant au fait que les entreprises pourraient éviter de s'approvisionner auprès de petits exploitants agricoles pour se soustraire à la législation s'ils sont tenus responsables du fait que ces agriculteurs n'atteignent pas un revenu décent. Pour éviter cela, la politique pourrait éventuellement stipuler que les entreprises ne peuvent pas mettre fin aux relations dans leur chaîne d'approvisionnement, mais doivent plutôt fournir un soutien à ces chaînes d'approvisionnement pour atteindre les objectifs de la politique.

## Principales politiques discutées

- **Au niveau national**, il existe des réglementations telles que la loi allemande sur les obligations d'approvisionnement de la chaîne d'approvisionnement (LkSG), la loi française de vigilance et la loi néerlandaise sur la diligence raisonnable en matière de travail des enfants.
- **La loi allemande sur le devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement** exige des entreprises qu'elles procèdent à des évaluations des risques, à des mesures d'évitement et à des mesures correctives pour les droits de l'homme au sein de leurs chaînes d'approvisionnement directes. Cependant, cette loi a été critiquée par la société civile car elle ne couvre que les entreprises des chaînes d'approvisionnement directes d'une entreprise, dont la plupart ne sont pas situées dans des pays producteurs.
- **Le paysage européen de la réglementation en matière de diligence raisonnable** est intersectoriel et inter thématique. Il y a des directives européennes à venir sur le devoir de diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD) et la réglementation sur les produits sans déforestation (EUDR). Il existe également des réglementations existantes telles que le règlement de l'UE sur le commerce du bois (RBUE) et le règlement de l'UE sur les minerais de conflit.
- **Les États membres de l'UE** ont une déclaration commune sur le revenu et les salaires vitaux. L'objectif est que les pays partageant les mêmes idées s'efforcent d'inclure le revenu décent et le salaire vital dans la prochaine directive de l'UE sur le devoir de diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises et d'intégrer le concept dans leurs politiques de développement. Les membres comprennent l'Allemagne et les Pays-Bas ; La Belgique et le Luxembourg rejoindront l'UE en mai 2023.
- **L'Organisation internationale du Travail (OIT)** commence à travailler sur le revenu décent et le salaire vital. L'énoncé de vision du nouveau directeur général énonce « la possibilité d'un revenu minimum vital fondé sur des données probantes pour tous ».
- **L'OCDE** publie prochainement un manuel à l'intention des entreprises pour permettre d'obtenir des revenus et des salaires décents dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

## CONCLUSION

L'atelier a offert des informations précieuses sur les défis et les opportunités des programmes de revenu décent, en particulier dans le secteur du cacao ivoirien. Les discussions ont souligné l'importance d'une approche multipartite, d'engagements à long terme et d'une responsabilité partagée entre les acheteurs, les coopératives et les autres parties prenantes pour obtenir des revenus décents pour les producteurs de cacao. L'accent a été mis sur le rôle central des coopératives, la nécessité d'une transparence et d'une traçabilité à l'échelle du secteur et le potentiel des stratégies de diversification et de segmentation. Les idées partagées au cours de l'atelier peuvent éclairer les futures stratégies et interventions en matière de revenu décent, dans le secteur du cacao et au-delà.

La collaboration entre les différentes parties prenantes, y compris les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les agriculteurs, est essentielle pour parvenir à un revenu décent et à la durabilité à long terme de l'industrie du cacao et d'autres systèmes agricoles de petite exploitation. Aucun acteur ne peut y parvenir seul.

Les progrès continus nécessitent des espaces de collaboration tels que cet atelier en personne à Abidjan. Un partenariat et un soutien accrus avec la Communauté de pratique du revenu décent continueront de faire progresser cet élan et de permettre des événements futurs.

### Facteurs clés de la réussite des programmes de revenu décent

- **Renforcement des pratiques d'achat**, y compris les primes de prix, la prévisibilité des contrats, la transparence, la répartition de la valeur et le partage des risques. Durabilité et approvisionnement liés.
- **Les coopératives au premier plan** en tant que productrice de revenus vitaux ont un impact sur les communautés cacaoyères.
- **Financement et soutien aux coopératives**, leur permettant de devenir des entités professionnelles et indépendantes.
- **Confiance et engagement** de toutes les parties prenantes.
- **Main-d'œuvre agricole qualifiée et disponible** pour que les agriculteurs puissent mettre en œuvre de bonnes pratiques agricoles sans entraîner de conséquences imprévues telles que l'augmentation du travail des enfants. La formation et la professionnalisation de la main-d'œuvre, par exemple par le biais de brigades d'élagage, peuvent accroître les rendements et les revenus des agriculteurs.
- **Des données détaillées** sur les ménages agricoles pour comprendre leurs obstacles spécifiques à l'obtention d'un revenu décent.
- **Un personnel de terrain de haute** qualité pour s'assurer que des services personnalisés parviennent aux agriculteurs et motivent l'adoption de pratiques.
- **Des sources de revenus diversifiées** pour les producteurs de cacao. La formation à l'entrepreneuriat, les activités axées sur le marché et le soutien aux petites entreprises à la ferme et à l'extérieur peuvent contribuer à améliorer les revenus des ménages.
- **Durabilité des solutions** – développer des programmes et non des projets.
- **Des politiques nationales** qui soutiennent les contrats à long terme, les accords et des règles du jeu équitables.
- **Aider les agriculteurs** à adopter des pratiques agroforestières pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter.
- **Des données d'impact normalisées** pour rationaliser la collecte et l'analyse tout au long de la chaîne de valeur.
- **Suivi et évaluation** de l'impact des initiatives de revenu décent pour transposer à plus grande échelle les pratiques réussies et obtenir des financements futurs.
- **Alignement du projet** sur les plans nationaux de développement lorsque cela est possible.
- **Partenariats et plates-formes** de partage des connaissances et d'échange d'expériences.

## MERCI BEAUCOUP!



Merci aux nombreux conférenciers et à nos collaborateurs qui ont contribué à rendre cet événement possible. Nous vous encourageons à vous inscrire [bulletin](#) de la Communauté de pratique du revenu vivant et à la page [LinkedIn](#) pour vous tenir au courant des futurs événements en personne et virtuels, des documents de recherche et plus encore.



## **COURS DE LA SEMAINE, DEUX ÉVÉNEMENTS ONT ÉTÉ ORGANISÉS EN PLUS DE L'ATELIER LICOP.**

---

Pour plus de détails, vous pouvez voir les deux diapositives suivantes

---

# CONSEILS POUR MESURER LE REVENU : UNE SÉANCE DE FORMATION EN GROUPE DE TRAVAIL

---

9 mai 2023

Le 9 mai, le groupe de travail thématique 8 du Groupe de travail thématique sur le revenu vital de la plateforme de partenariat privé-public du Conseil du Café Cacao a organisé un atelier technique approfondi sur la mesure du revenu et l'utilisation du concept de revenu vital. Cet atelier était basé sur les récents documents d'orientation publiés par le Groupe de travail (GT) destinés à aider les membres du GT à aligner leurs approches linguistiques et de mesure pour servir l'apprentissage et les échanges futurs.

Paul Bresteaux de l'organisation RISOME a dirigé l'atelier au nom du GT et a été soutenu par le Secrétariat du GT de la GIZ et le Dr Yuca Waarts de l'Université de Wageningen, également membre du Comité consultatif technique de LICOP. RISOME a rédigé les documents d'orientation, en consultation avec un large éventail d'experts du secteur et de membres du GT.

---



## L'atelier a porté sur les sujets suivants :

- Présentation et discussion sur les 4 outils du Groupe de Travail sur le revenu décent : 1-l'étude sur la revue des méthodes ; 2- le guide pour la mise en œuvre d'initiatives ; 3- l'outil de cartographie des initiatives y compris les fiches projet ; 4- les outils d'évaluation des projets ;
- La présentation des 5 critères de base pour qu'un projet soit considéré comme une initiatives revenu décent.
- Réflexions des participants sur le mode d'utilisation et la communication autour des outils du Groupe de Travail.
- Discussion sur la gouvernance et le besoin de lead pour une utilisation généralisé des outils.

# CONSEILS POUR MESURER LE REVENU : UNE SÉANCE DE FORMATION EN GROUPE DE TRAVAIL

9 mai 2023



Les documents sont open source et sont utilisés par les membres du GT. Ces documents seront partagés avec le réseau LICOP dans les semaines à venir.

Le Groupe thématique sur le revenu vital vise à soutenir le développement d'un cadre propice à une augmentation durable des revenus des producteurs de cacao. Le Groupe de travail sur le revenu vital a pour mandat de définir et d'harmoniser l'approche du revenu de subsistance, ainsi que d'adapter l'approche à la filière cacao ivoirienne. Le GT est composé de membres du secteur du cacao de la CCC, de marques, de sociétés commerciales, d'ONG et d'organisations de normalisation.